

# lutte ouvrière

SPECIAL

JOURNAL DU GROUPE D'ACTION SYNDICALE (GAS)  
GENEVE

METALLURGIE

## Renforçons l'organisation à la base dans les entreprises

## Développons l'action syndicale de classe



**MALGRE  
TOUTES LES BELLES PAROLES,  
L'OFFENSIVE DES CAPITALISTES  
CONTRE NOS CONDITIONS  
D'EXISTENCE SE DEVELOPPE  
SANS CESSER DEPUIS TROIS ANS**

370.000 postes de travail supprimés en trois ans (chiffres officiels), des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs immigrés renvoyés aux frontières, de femmes qui ont perdu leur emploi, le chômage, les licenciements, les salaires tirés en bas, les assurances sociales attaquées par l'Etat... L'offensive capitaliste ne désespère pas. Elle se poursuit, grossit, dans toutes les branches, dans toute la Suisse, comme ailleurs dans tous les pays où règne le capitalisme.

Dans la métallurgie genevoise, les patrons ont commencé par porter de grands coups, à froid. En 1975, ils ont licencié massivement (SIP, Charmilles), créant ainsi le chômage et accentuant la concurrence parmi les travailleurs. En 1976, à part chez Kustner, Battelle, Lucifer, changement de tactique. Ils y sont plutôt allés par petites doses, répétées : des licenciements individuels, sous n'importe quel prétexte, la réembauche à des tarifs inférieurs, le déplacement ou le déclassement de travailleurs dans l'entreprise, les heures supplémentaires, même en période de chômage partiel, l'augmentation des cadences et de la discipline, sous la menace d'un renvoi. Et comme en 1975, ils nous ont contraints à nous battre pour ce qui, il y a quelques années, était considéré comme des droits : les réajustements complets, le 13e salaire prévu conventionnellement.

Dans l'horlogerie, sous des formes diverses, ça a été les mêmes attaques.

Et pour cette année, les capitalistes ont déjà fait leurs calculs. Dans les boîtes, c'est le flou. Mais dans leurs revues, ils prévoient déjà que, pour faire rendre au maximum le capital, il leur faudra supprimer en Suisse 30.000 postes de travail supplémentaires en 1977, et quelque 20.000 dans l'horlogerie d'ici 1980. Ceux qui n'auront pas fait leurs 100 jours de travail nécessaires dans l'année, n'auront qu'à s'adresser à la charité publique, complète d'Etat !

Bref, les salades sur la "relance" vont se taire pour un moment et les capitalistes réemboucheront leur leitmotiv préféré : "Nous vous demandons de faire votre part de sacrifices, il nous faut encore améliorer notre capacité concurrentielle". En clair, sacrifiez

vos salaires, acceptez les licenciements et les restructurations, pour que nous puissions continuer d'accumuler de gros profits.

"Tout dépendra de la situation économique mondiale", ajouteront pompeusement les économistes et les hommes d'Etat. En disant tout cela, ils ne font qu'avouer une chose : la crise est générale et la Suisse, ce petit pays impérialiste, n'échappe pas à la règle.

**QUOIQ'ON EN DISE,  
LES FAITS SONT LA  
DEPUIS QUELQUES ANNEES  
LE SYSTEME CAPITALISTE EST  
ENTRE DANS UNE CRISE  
PROLONGEE ET CELLE-CI NE FAIT  
QUE S'APPROFONDIR**

Les peuples opprimés se soulèvent contre le joug de l'impérialisme. Ils luttent pour leur libération. Le pillage et l'exploitation de continents entiers par les impérialistes se heurtent à toujours plus de résistance. Les pays du troisième monde s'organisent pour défendre leurs richesses naturelles et conquérir leur indépendance. L'impérialisme est en crise. Aussi, pour faire face à la concurrence acharnée qu'ils se livrent sur les marchés mondiaux, pour se préparer à de nouveaux assauts impérialistes, les capitalistes s'attaquent toujours plus durement à la classe ouvrière dans les métropoles.

Partout, à des degrés divers, la bataille est engagée, car les intérêts ouvriers s'affrontent fondamentalement aux intérêts capitalistes. Dans les pays qui nous entourent, spécialement en France, Italie, en Espagne, au Portugal, les travailleurs mènent des grèves de longue haleine, défilent massivement dans les rues, s'engagent dans des grèves générales.

Les mensonges sur la "relance", les artifices budgétaires n'y changeront rien fondamentalement. Cette crise est une crise structurelle et prolongée. Elle s'approfondit malgré certains soubresauts, et les travailleurs et les peuples opprimés de tous les pays doivent se préparer à une longue et dure bataille, car si l'on veut en finir avec les crises et les attaques à nos conditions d'existence, il ne s'agit de rien d'autre que d'en finir avec le capitalisme, l'impérialisme. Voilà l'enjeu des luttes actuelles. Voilà ce que veulent taire tous ceux qui, dans le Parlement, la presse, le syndicat ou ailleurs, ne pensent qu'à une chose : sauver le capitalisme pour maintenir leurs privilèges.

**IL N'Y A PAS DE SOLUTION  
A LA CRISE QUI SOIT COMMUNE  
AUX OUVRIERS  
ET AUX CAPITALISTES.  
PRONER LA COLLABORATION DE  
CLASSE, LA "PARTICIPATION"  
C'EST SOUMETTRE EN FAIT  
LA CLASSE OUVRIERE  
AUX INTERETS DES CAPITALISTES**

Au lieu de soutenir sans réserve les luttes, au lieu de développer le mouvement gréviste, les syndicats restent très largement aux mains de la collaboration de classe et épousent les plans patronaux en abandonnant la défense des intérêts ouvriers.

Malgré l'image que voudrait en donner "La Lutte Syndicale", le dernier congrès central de la FTMH s'est résumé à un pur et simple appel à la "compréhension" patronale. Chose grave, il y a été décidé à de très fortes majorités l'abandon de fait de toute revendication pour la défense de nos salaires et de nos postes d'emploi. Et cela pour négocier centralement une réduction du temps de travail au rythme de la restructuration capitaliste. En même temps, les congressistes ont encore décidé de renforcer la paix du travail par un système d'arbitrage absolu et permanent. Que dire d'autre sinon que les résolutions de ce congrès sont contraires à nos intérêts ?

Qu'en est-il sur le plan local ? On se souvient de l'assemblée du 30 mars, que le Conseil d'industrie avait été contraint de convoquer sous la pression des pétitions signées dans les entreprises et de l'assemblée des délégués de novembre 1975. Le Comité des métaux a par la suite présenté un cahier de revendications à l'assemblée élargie des délégués. En gros, tous les travailleurs approuvent son contenu. Reste cependant à le mettre en pratique.

C'est par leur volonté d'organiser la lutte dans les entreprises, de développer un mouvement gréviste qui seul peut défendre nos intérêts contre la coalition des patrons, que les syndicalistes authentiques se démarqueront de tous les opportunistes qui ne parlent de lutte que parce qu'ils ne peuvent parfois pas faire autrement.

(suite au dos)

PHOTO: MATISA, mar

## CHARMILLES

CAHIER DE REVENDICATIONS : 40 heures 80 francs d'augmentation pour tous; valorisation de certaines primes; des distributeurs de boisson dans les ateliers. En outre, la Commission Ouvrière négocie les renchérissements et mène une enquête sur la question des salaires les plus bas.

OBTENU : renchérissement (2,2 o/o avec les arriérés); les distributeurs de boisson.

## GARDY

Revendiqué 4 o/o d'augmentation et 0,9 o/o de renchérissement. La direction ne donne aucune réponse (le 15.1.77) En cours d'année 1976, menace sur le 13e mois et baisse des effectifs.

## HISPANO

Au cours de l'été 1976, à la suite de deux assemblées pendant les heures de travail, la C.O. obtient au nom des travailleurs : la parité des salaires entre hommes et femmes; un salaire minimum fixé à 2.162 francs; une augmentation pour 75 o/o du personnel. CAHIER DE REVENDICATION POUR FIN D'ANNEE : 150 francs d'augmentation pour tous; primes d'équipe de Fr. 2.50; primes de Noël par enfant de Fr. 50.-; renchérissements. OBTEU : primes de Noël, Fr. 30.-; primes d'équipe, Fr. 2,30; renchérissement, 0,9 o/o plus 1,1 o/o pour tous, plus 1,1 o/o ventilés en 1977.

## KUGLER

REVENDIQUE PAR LA C.O. : Fr. 60.- d'augmentation pour tous (initialement, Fr. 80.-); renchérissements; primes. OBTEU : 0,9 o/o de renchérissement (minimum : Fr. 25.-); augmentation de primes.

La direction a indiqué qu'elle réétudierait la question des augmentations en janvier, mais qu'elle ne pouvait faire des promesses. Le rattrapage pour l'année prochaine sera de 18 minutes par jour.

Il y a eu une assemblée combattive au printemps 1976 sur le problème de la compensation pour 1976 qui n'était pas encore réglé. La C.O. n'a plus convoqué d'assemblée du personnel depuis.

## SECHERON

REVENDIQUE : 100 francs de plus pour tous; renchérissements. OBTEU : renchérissements, plus augmentation jusqu'à Fr. 52.- pour tous. Le rattrapage est de 6 minutes par jour. Les effectifs ont passé de 639 personnes en 1976 à 576 actuellement.

## SIP

L'assemblée du personnel mandate la C.O. pour obtenir 8,7 o/o de réajustements dus (5 o/o d'arriérés, 3,7 o/o pour 75/76). L'affaire est portée par la FTMH devant le tribunal arbitral. Le mémoire de la FTMH omet dans un premier temps les 5 o/o. Décision du tribunal : 2 o/o avec effet rétroactif, au lieu de 3,7 o/o et laisse en suspens les 5 o/o. La nouvelle C.O. devra négocier les 0,9 o/o pour 1977. La FTMH considère ce jugement d'une "précision exemplaire" et estime qu'il s'agit d'"une victoire" !

## TAVARO

REVENDIQUE : 2 mois avant la fin de l'année : réduction de l'horaire; en fin d'année : renchérissements; 100 francs d'augmentation pour tous. OBTEU : 0,9 o/o de renchérissement; augmentation pour les femmes, représentant le 3 o/o de la masse salariale.

## TECHNICAIR

REVENDIQUE : renchérissement de 1,7 o/o (0,7 o/o arriérés de 1975, plus 1 o/o); Fr. 90.- d'augmentation pour tous. OBTEU : 1,2 o/o pour tout le personnel. La garantie de l'emploi pour 1977 a été revendiquée par les employés. A été obtenue la garantie du salaire jusqu'à fin juillet 1977.

## VERNTISSA

Le tribunal arbitral doit intervenir sous peu. Par ailleurs, les ouvriers ont refusé au patron l'introduction du chômage partiel dès avril 1977, ainsi que le rattrapage pour 1977. Les salaires féminins sont augmentés de 2 o/o en 1976, 2 o/o en 1977, 2 o/o en 1978.

# Comment lutter ?

Nous avons subi de nouveaux reculs économiques. Malgré tout, l'année 1976 restera pour tous les travailleurs d'abord marquée par quatre événements éclatants : Bulova, Dubied, Matisa, Sarcem. Après les premières grèves au tout début de la crise en 1970/71, Paillard, Bobst, les grèves de la métallurgie genevoise, après les luttes dans l'imprimerie, le bois, le bâtiment, l'hôpital, ces quatre noms battent encore dans le cœur des ouvriers. Car à travers ces luttes, c'est la renaissance d'un mouvement gréviste en Suisse. Les travailleurs relèvent la tête, affirment leur volonté de s'organiser pour être une force face au capital, luttent pour leur unité de classe par-delà toutes les divisions entre sexe, nationalité, âge, professions ou branches, dans lesquelles ceux qui se placent du côté du capital voudraient nous maintenir.

Certes, ce ne sont que les tout premiers pas, mais ils ont une importance énorme. Ils ne sont pas les seuls en Suisse.

Dans la métallurgie genevoise, sans compter l'éclatante victoire de Sarcem, le long et patient travail d'organisation à la base commence aussi à porter ses fruits dans bien des entreprises. Bien sûr, là aussi beaucoup reste à faire. Mais pour tous les militants syndicaux sincères, ces progrès sont des encouragements et nous montrent la voie à suivre.



## PARTOUT POURSUIVRE LE TRAVAIL D'ORGANISATION A LA BASE DANS LES ENTREPRISES

Il ne s'agit pas de baisser les bras, ni d'attendre la FTMH pour prendre l'initiative de ce travail. Car tout commence par là. C'est la première chose qu'il faut faire si l'on veut être fort face au patron, si l'on veut être capable d'utiliser les armes de la classe ouvrière pour nous défendre, la grève, l'occupation, en particulier. D'ailleurs, ce n'est que lorsque les travailleurs font la preuve de leur force dans l'entreprise qu'ils peuvent intervenir avec poids dans le syndicat pour le contraindre à les soutenir et à appuyer leurs légitimes revendications. Souvenons-nous de Matisa ou de Sarcem, où il a fallu toute la ténacité des travailleurs pour arracher à la FTMH un soutien ambigu et empêcher ses dirigeants d'en faire à leur tête, selon leur ligne, contre les intérêts de la lutte.

Ainsi, suivons la voie tracée par les travail-

leurs d'Hispano et leur nouvelle C.O., en convoquant des assemblées pendant les heures de travail pour définir nos revendications, faire une pression sur le patron et décider de moyens de lutte. Comme à Hispano ou à Lucifer, établissons des cahiers de revendications propres à mobiliser tous les travailleurs et à s'attaquer aux divisions que les patrons veulent établir entre nous; un salaire minimum, l'égalité des salaires pour les femmes et les hommes, des augmentations unitaires, la défense de tous les postes de travail, sans discrimination. Elisons des C.O. combattives, qui défendent notre point de vue, appuyons-les et critiquons-les lorsqu'elles ne cherchent pas à s'appuyer sur l'ensemble des travailleurs en les mobilisant ou lorsqu'elles marchandent nos intérêts.

## FORMER DES GROUPES DE BASE DANS L'ENTREPRISE

Ce travail ne se fait pas tout seul. Il ne tombera pas non plus tout cuit des bureaux de la FTMH. C'est aux travailleurs qui aujourd'hui sont les plus clairvoyants, les plus combattifs, à l'entreprendre : en se portant candidats pour les C.O., en militant activement dans les Commissions Syndicales. Mais aussi, en n'oubliant jamais une chose : SEULE LA FORCE UNIE DE TOUS PEUT FAIRE PLIER LE PATRON. C'est à nous à convaincre les camarades de travail moins déterminés à se joindre à la lutte.

Peut-on penser pour autant que les C.O., les C.S. vont changer d'un seul coup et du tout au tout ? Doit-on rester les bras croisés, ne pas s'organiser pour unir tous les efforts de tous les militants qui, dans une entreprise, se vouent à la défense des intérêts des travailleurs, organisent la lutte contre le

patron et veulent travailler à l'unité de toute la classe ouvrière face au capital ? N'est-il pas nécessaire de pouvoir discuter entre ces militants pour définir ce qui peut et doit être fait, discuter des orientations que doit prendre le travail de la C.O., de la C.S., pour qu'il soit vraiment conforme à la défense des intérêts de tous, savoir quelles revendications il faut avancer pour mobiliser et unifier tous les travailleurs autour d'elles ?

C'est pourquoi, dans chaque entreprise, le Groupe d'Action Syndicale (GAS) travaille au regroupement de tous les militants qui veulent organiser concrètement la lutte contre le patron pour former avec eux des GROUPES DE BASE et lier leur activité au développement de la lutte ouvrière dans les autres entreprises comme dans les autres branches.

## MILITER DANS LES SYNDICATS

Beaucoup de travailleurs sont dégoûtés par la politique actuelle des syndicats. Il ne faut pas leur parler de la FTMH. D'autres la ramènent toujours avec le syndicat, reprochent volontiers aux autres de ne pas se syndiquer, mais lorsqu'il s'agit de mener une lutte, de passer à l'action syndicale dans l'entreprise, ils ne lèvent pas le petit doigt. D'autres encore disent que tout irait mieux s'il n'y avait pas celui-ci ou celui-là au secrétariat de section, mais qu'en attendant on ne peut rien faire.

Nous disons tout d'abord que ce qui caractérise un syndicaliste authentique, ce n'est pas d'être inscrit au syndicat, ni même de recruter pour le syndicat, MAIS D'ORGANISER LA LUTTE OUVRIERE DANS SON ENTREPRISE. Nous disons ensuite qu'il faut militer dans le syndicat, mais pas pour s'asseoir, attendre ou tramer des complots pour remplacer celui-ci par celui-là à un poste de direction. L'abandon de nos intérêts par le syndicat est dû d'abord à une ligne, à une orientation et non pas simplement à des

personnes. Non, il faut y aller pour faire valoir nos exigences, les exigences des travailleurs qui luttent dans l'entreprise contre leur patron, et pour exiger du syndicat son soutien.

Nous disons enfin qu'il faut militer à la FTMH (et non dans des syndicats minoritaires comme les syndicats chrétiens par exemple), parce que c'est là que se trouvent la majeure partie des syndiqués et que c'est ce syndicat qui finalement négocie toujours avec les patrons, avec l'Etat, à tous les échelons. Même si les syndicats chrétiens se donnent des airs de gauche, nous disons que les travailleurs ne doivent pas entrer dans leur jeu de concurrence et de division. Fondamentalement leur pratique a toujours été la même que celle qui domine actuellement l'USS : la collaboration de classe.

## DEVELOPPONS LE SYNDICALISME DE CLASSE

Les travailleurs commencent à reprendre l'arme de la grève. Face à la puissance organisée du capital, c'est en effet le seul moyen d'affronter l'intransigeance du patronat et de l'Etat avec quelque chance de succès. En 76, certaines luttes comme MATISA, SARCEM, ont même été de grandes victoires. Mais elles n'ont pu l'être que par la capacité des travailleurs de maintenir leur autonomie de pensée, d'organisation et leurs positions intransigeantes face au patronat.

Or c'est justement cela que refuse fondamentalement la ligne de collaboration de classe. Lorsque ses tenants ont été contraints de soutenir une grève, ils se sont dépêchés de l'isoler, d'en faire une exception, de la relativiser. Pour eux, la Paix du travail, la collaboration entre les classes doit rester la norme.

Des réactionnaires accusent le Groupe d'Action Syndicale "de travailler contre le syndicat", "de saper l'unité du syndicat". Rien n'est plus faux.

Pour notre part, nous critiquons ceux qui, par exemple, voudraient opposer des sections plus ou moins combattives au comité central, la Suisse romande à la Suisse allemande, prétendant que tous les maux dont souffrent la FTMH viennent de Berne.

En vérité, ce que l'on retrouve dans tous les syndicats, dans toutes les sections, c'est l'opposition entre deux conceptions du syndicalisme. Deux courants s'affrontent : le premier, minoritaire, comprend tous ceux qui se rallient à la défense intransigeante des intérêts des travailleurs, travaillent à leur organisation dans les entreprises et à leur unité de classe. C'est le courant de SYNDICALISME DE CLASSE. Le second, largement dominant dans l'appareil syndical, est entraîné par tous ceux qui veulent sauver le capitalisme, négligent l'organisation dans les entreprises et surtout s'opposent à l'autonomie de la classe ouvrière face au capital. Nous sommes résolument partie prenante du premier courant.

L'attaque patronale est générale, elle concerne tous les travailleurs, se développe dans toutes les entreprises, toutes les branches. Partout les capitalistes s'en prennent à nos salaires dans le seul but d'augmenter leurs profits et de s'arracher des marchés. Il n'y a pas de compromis possible. Toute concession volontaire sur les salaires, sur la durée du travail, etc, revient à chaque fois à renforcer le capital pour qu'il puisse mieux nous torde le cou, "rationaliser" les entreprises, exporter des usines...

C'est pourquoi nous devons résolument mener la lutte contre le capital, défendre nos salaires en nous attaquant aux profits. Seule l'organisation de tous les travailleurs unis sur une base de classe est capable de rejeter la cri-

## EN JUILLET 78 RENOUELEMENT DE LA C.C.T. DE LA METALLURGIE

En 37, les partisans d'une collaboration entre les classes, avec pour chef de file Konrad ILG, ont imposé dans la FOMH la fameuse convention de Paix du travail signée avec l'ASM. Pour satisfaire les patrons et arriver à ce résultat, ils n'avaient pas hésité à briser des grèves (dont une chez Sulzer à la veille de la signature). Sur le moment ils n'ont même pas obtenu en contrepartie des patrons une réglementation minimum des conditions de salaires et de travail.

La paix du travail a petit à petit été imposée dans toutes les branches. Aucun contrat collectif n'est signé sans en préalable toutes sortes de clauses garantissant son respect et la collaboration des ouvriers. Avec ce système, les capitalistes se sentent forts. Ils savent que la classe ouvrière est désarmée face à eux, et ceci tout spécialement au moment de signer les conventions collectives.

Après toutes ces années de collaboration, et malgré une expansion capitaliste formidable depuis la guerre, on en est arrivé à une situation où les conventions collectives ne protègent même pas adéquatement les intérêts et les droits les plus élémentaires des travailleurs. Ni contre les licenciements collectifs, ni contre les fermetures d'usines, ni contre les baisses de notre pouvoir d'achat, ni même contre le vidage de délégués syndicaux...

Avec cette ligne, c'est la soumission totale aux plans capitalistes. Ainsi la FTMH n'a pas hésité à signer en juillet 74 par exemple un accord où "les parties contractantes admettent que l'économie doit s'adapter constamment aux exigences nouvelles pour préserver et améliorer le bien-être de tous (!) et qu'ainsi dans une période d'évolution technique et économique rapide, des fermetures d'entreprises peuvent devenir nécessaires". La seule demande de principe de la FTMH a été qu'il soit "reconnu que des rigueurs pour les travailleurs, tant sur le plan humain qu'économique, doivent si possible être évitées ou atténuées". Le résultat, on l'a vu!

Les conventions collectives de travail représentent une conquête historique du mouvement ouvrier, dans tous les pays. Mais se présenter dans ces conditions face au patronat pour les signer est un non-sens. Les C.C.T. n'ont rien à faire avec la Paix du travail. Il n'y a que ILG et consorts pour prétendre que l'un ne va pas sans l'autre! Dans tous les pays qui nous entourent, les travailleurs mènent de gigantesques luttes d'ensemble pour imposer un rapport de force au moment de leur renouvellement.

En juillet 78, la convention de la métallurgie sera renouvelée. Si l'on veut être fort face au patronat, si l'on veut que le syndicat négocie dans le sens de nos intérêts, il faut mettre toute notre ardeur pour que se renforce et se développe le mouvement gréviste qui renait. Seule l'unité et l'organisation de la classe ouvrière descendant dans la rue, menant des grèves, définissant un programme de revendications qui partent de ses intérêts de classe, se préparant à des grèves générales pour l'imposer, peut contraindre le patronat à céder sur ses profits.

Vouloir grignoter quelques amendements ou améliorations de la C.C.T. sans s'atteler PRIORAIREMENT à ces tâches est une politique inconsciente après la démonstration du dernier Congrès central.

se dans le camp du capital.

Voilà pourquoi partout nous devons développer le syndicalisme de classe!

C'est parce qu'il s'avère impossible de développer cette action syndicale uniquement à partir des syndicats actuels que des organismes comme le Groupe d'Action Syndicale, depuis une année à Genève, (ou le Comité d'Action Syndicale, depuis 5 ans dans le canton de Vaud), se sont créés, (sans se comporter pour autant comme des fractions dans les syndicats ou se présenter comme un nouveau syndicat).

- Pour impulser l'activité syndicale de classe dans les entreprises, susciter l'organisation à la base, former des groupes de base;

- Pour affirmer dans le syndicat les exigences issues de la lutte ouvrière dans les entreprises, de façon cohérent et systématique;

- Pour orienter le mouvement gréviste, développer partout le syndicalisme de classe en organisant des assemblées ouvrières, en publiant des tracts et surtout en publiant régulièrement leur propre journal,

"LUTTE OUVRIERE"

En mars, le Groupe d'action Syndicale (GE) et le Comité d'action Syndicale (VD) fusionneront leur presse.

C'est un premier pas important vers un journal romand du syndicalisme de classe.

Achetez, lisez, diffusez  
"LUTTE OUVRIERE"

GAS, C.P. 120, 1211 GENÈVE 16

